

Chapitre 9

Les contrats de l'entreprise

1 Application 1

1. À qui M. Gerbart doit-il s'adresser pour disposer de ces matériels en crédit-bail ?

M. Gerbart doit savoir que trois personnes interviennent dans cette opération de crédit-bail :

- le futur **locataire**, c'est-à-dire lui-même (M. Gerbart), qui choisit les biens et passe commande à une personne (le **loueur**) qui va commander et financer ces biens ;
- puis le loueur passe commande du bien à un **fournisseur** ; ce dernier livre le bien au locataire. Mais, c'est le loueur paie le prix du bien au fournisseur. Le locataire paie un loyer au loueur.

M. Gerbart doit s'adresser à une entreprise compétente pour réaliser des opérations de crédit-bail. En effet, l'article L515-2 du Code monétaire et financier précise que les opérations de crédit-bail mobilier « *ne peuvent être faites à titre habituel que par des entreprises commerciales agréées en qualité d'établissement de crédit.* ».

Quant au fournisseur du matériel, ce peut être le fabricant, un concessionnaire ou un distributeur de biens d'équipement ou de matériel d'outillage.

2. Quelles sont les obligations du crédit-bailleur vis-à-vis de M. Gerbart ?

Le crédit-bailleur est tenu d'exécuter deux obligations :

- obligation de délivrance, par laquelle il doit délivrer le bien au locataire ; le fournisseur peut délivrer le bien à la demande du bailleur. Cependant, le bailleur peut donner mandat au locataire de retirer le bien chez le fournisseur ;
- obligation de garantie du locataire contre les vices cachés affectant le bien. Cependant, le contrat peut contenir des clauses qui exonèrent le crédit-bailleur de cette garantie et qui obligent le locataire à se retourner directement contre le fournisseur.

Lorsque le bailleur est exonéré de son obligation de garantie, il doit assurer le bien loué à ses frais.

2 Application 2

Qu'en pensez-vous ?

Les artisans sont en situation de sous-traitance ; ils ont donc conclu chacun un contrat de sous-traitance avec l'entrepreneur principal, l'entreprise Bleuet dont le représentant légal est M. Plancher.

Les artisans n'ont donc aucun lien juridique avec M. Daniel.

De son côté, M. Daniel a conclu un contrat d'entreprise avec M. Plancher ; c'est envers l'entreprise de ce dernier que M. Daniel s'est engagé à régler le montant des travaux. En conséquence, M. Daniel ne doit pas régler directement les artisans (application du principe de l'effet relatif des contrats).

Toutefois, dans le cas où l'entrepreneur principal ne paierait pas les artisans, ces derniers peuvent exercer une action directe à l'encontre de M. Daniel pour obtenir le paiement des sommes qui leur sont dues.

3 Application 3

Mlle Valérie se demande quelles sont les informations auxquelles elle a droit pour pouvoir s'engager en connaissance de cause dans cet achat à crédit. Répondre à la question qu'elle se pose.

Le crédit à la consommation est réglementé de manière impérative par le Code de la consommation :

- le crédit doit faire l'objet d'une publicité (cf. détail du cours : article L311-4) ;
- le crédit doit faire l'objet d'une offre préalable, dont le contenu, la remise et le maintien sont prévus de manière précise par la loi (cf. détail du cours : articles L311-10, L311-8) ;
- le consommateur peut se rétracter, c'est-à-dire se désengager du contrat de crédit dans un délai de sept jours (article L311-15).

4 Application 4

Comment le consommateur est-il protégé par cette information pré-contractuelle ?

Cette information vise à donner des informations précises sur le produit (exemple : cf. les points 1, 2 et 3 du texte), sur les conditions de son utilisation (cf. notamment les points 4, 10, 11 et 12). Elle a, de ce fait, une dimension pédagogique, dans la mesure où le consommateur est initié au produit et à la façon de vérifier si le produit qu'il achète est conforme aux règlements et normes en vigueur.

En cas de non-respect par une entreprise des règles relatives à l'étiquetage des produits alimentaires, le consommateur a des arguments juridiques (exemples : cf. l'étiquetage qui doit être objectif et loyal) pour faire des réclamations auprès de l'entreprise, voire pour formuler une demande en justice (cf. notamment les points 5, 6, 8, 9).

5 Application 5

1. Quels sont les faits dans ce litige ?

Les sociétés en cause dans ce litige sont :

- la société Wanadoo SA, devenue France Télécom ;
- la société Alapage.com, devenue Wanadoo E-Merchant, et actuellement France-Télécom E-Commerce. France-Télécom E-Commerce a notamment pour activité la vente de livres par l'intermédiaire de son site internet.

Face à ces sociétés : le syndicat de la Librairie française.

Le syndicat de la Librairie française reproche à ces sociétés des faits de concurrence déloyale à propos de deux opérations promotionnelles qu'elles ont effectuées à l'aide de bons d'achat. Pendant trois mois, ces bons ont permis à certains acheteurs de bénéficier « d'un bon d'achat de 15 euros pour tout achat de livres pour un montant égal ou supérieur à la valeur du bon ».

Le syndicat considère que ces opérations offrent une réduction de prix contraire à la loi Lang du 10 août 1981 relative au prix du livre.

2. Pourquoi la Cour de cassation considère-t-elle que la société FranceTélécom E-Commerce a commis un fait illicite ?

La Cour de cassation retient que la société France Télécom E-commerce a offert à la vente sur ce site à certains de ses clients abonnés de la société Wanadoo Interactive, appartenant au même groupe que la société France Télécom E-commerce, des livres à un prix effectif inférieur de plus de 5 % à celui fixé par l'éditeur ou l'importateur.

Par conséquent, cette réduction de prix est inférieure à ce que la loi du 10 août 1981 autorise (5 % maximum) ; ceci est un fait illicite.

3. Pour quel motif les clauses litigieuses sont-elles considérées comme abusives par la cour de cassation ?

L'arrêt de la cour d'appel retient que les clauses litigieuses ne portaient pas sur les obligations essentielles du contrat d'engagement souscrit par les participants au rallye ; la cour de cassation considère que le caractère abusif d'une clause ne dépend pas du caractère principal ou accessoire de l'obligation contractuelle concernée. En conséquence, la cour de cassation casse et annule l'arrêt de la cour d'appel sur ce point.

6 Application 6

1. Dans quel contexte juridique s'inscrit la demande de la caisse de Crédit mutuel ?

La caisse de Crédit mutuel a accordé un prêt à la consommation (23 000 euros remboursable en 57 échéances) à Mme Betton.

Par un jugement du tribunal d'instance Mme Betton a été condamnée au paiement du prêt impayé ainsi qu'au solde débiteur de son compte bancaire.

Cependant, Mme Betton n'a pas été condamnée au paiement des intérêts contractuels sur le solde débiteur de son compte bancaire alors que ce compte a été débiteur pendant trois mois. Aussi la caisse de Crédit mutuel réclame-t-elle le paiement de ces intérêts contractuels.

La demande de la caisse de Crédit mutuel s'inscrit dans le cadre du crédit à la consommation qui est réglementé par le code de la consommation.

2. Comment cet arrêt met-il en évidence la protection légale du consommateur en matière de crédit à la consommation ?

La Cour de cassation rejette la demande de la caisse de Crédit mutuel.

En effet, conformément aux dispositions du code de la consommation, la caisse de Crédit mutuel aurait dû conclure un contrat de crédit à propos du découvert bancaire qui est survenu sur le compte bancaire de Mme Betton.

Dans la mesure où la caisse n'a fait aucune offre de crédit pendant trois mois à Mme Betton, elle ne peut pas lui réclamer le paiement d'intérêts contractuels... alors qu'il n'y a pas eu conclusion d'un contrat.

L'offre de crédit et sa réglementation font partie des règles d'ordre public (auxquelles on ne peut déroger) que doit respecter tout établissement bancaire vis-à-vis des consommateurs.